

« Sortir du Capitalisme sans attendre : nécessités, possibilités! »



« Actualité de Marx et nouvelles pensées critiques »

**En présentiel et en visioconférence- 15^{ème} édition
30 Novembre, 1, 2, 3 Décembre 2022
Campus Montesquieu Université de Bordeaux**

*(Petit Salon les 30 et 1^{er}, Salle des Actes le 2 décembre 1^{er} étage Bât. Administration,
Amphi FABRE 3 Place de La Victoire le samedi 3 décembre)*

Pour participer aux rencontres avec Zoom <https://us02web.zoom.us/j/87533432394>

Notre planète et les peuples du monde entier subissent de plein fouet les conséquences de la logique capitaliste et de son alliée, la domination patriarcale. Les choix quotidiens effectués dans les entreprises, les services publics et bien des collectivités territoriales pèsent sur la population. C'est aussi le cas au niveau de l'Etat, de l'Union Européenne et de la plupart des institutions mondiales. Cela pourrait nous conduire à nous résigner et à attendre un hypothétique "grand soir" social ou électoral... Pour autant ce sont des femmes et des hommes qui dans tous ces lieux, sur toutes ces scènes locales, nationales, européennes, mondiales prennent les décisions, mettent en œuvre des choix politiques, alimentent ou refusent les choix imprégnés de la logique capitaliste. Il est donc possible d'agir sans attendre, dès maintenant, pour imposer une autre logique plus juste socialement, plus efficace économiquement, respectueuse des êtres humains dans la nature. Cela suppose effectivement de rompre avec certaines représentations du pouvoir, et de reprendre confiance dans notre capacité individuelle et collective à changer notre vie à partir de nos besoins, à changer les conditions de notre vie dans notre quartier, notre entreprise, nos services publics. Comment faire du travail libéré des logiques capitalistes de concurrence et d'exploitation, un acte extraordinaire de libération humaine et d'émancipation ?...

Quelle que soit votre approche, scientifique, militante, citoyenne,... explorons ensemble ces nécessités et ces possibilités de nous libérer des contraintes capitalistes et d'ouvrir le chemin d'expériences les plus diverses possibles pour aider à accoucher comme le dit Marx, du monde nouveau que le capitalisme empêche de naître !

Il nous a semblé opportun au regard des enjeux idéologiques et politiques de la période, dans le creuset de nos vies, de nos luttes, de nos recherches d'un avenir plus humain, plus juste, plus social, plus démocratique d'interroger ces mots au regard des expériences, des pratiques sociales et politiques, pour éclairer les transformations déjà en œuvre, où de nombreux acteurs s'impliquent déjà sans identifier clairement avec qui faire société, vers quel projet humain, quel projet de société, quels nouveaux rapports sociaux, quelle nouvelle matrice de progrès, quels contours préciser peu à peu qui donnent envie au plus grand nombre de s'impliquer à nouveau pour changer leur vie, changer le monde, changer la société vers de nouveaux lendemains qui chantent, sans attendre le grand soir...

Mercredi 30 Novembre – matin (Petit Salon 1^{er} étage Bât. Administration)

* **9h30** - Accueil des participant-e-s aux rencontres

** **10h00-10h50** : *Nicolas BENIES**, économiste, « *Un monde meurt* », (Visioconférence),



"Inédit" est le terme le plus entendu ces derniers temps dans le média. Inédite la nouvelle composition de l'Assemblée Nationale. Inédite la crise sanitaire, la guerre en Europe, la montée des extrêmes droites, leur prise de pouvoir, le culte religieux du chef que ce soit Trump, Bolsonaro ou « Bibi ». Inédite le retour (et là il faut mettre des guillemets) de l'inflation.

Notre hypothèse de travail : la hausse des prix actuelle est le symptôme qu'un monde est en train de mourir et

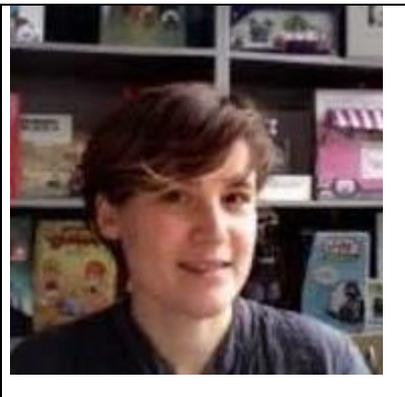
un autre ne peut pas naître. Dans un premier temps, il faut dégager les causes de la hausse des prix et leur accélération, pour indiquer la forme spécifique de cette inflation et éviter les comparaisons apparentes avec 1985. Pour ensuite dégager les transformations profondes que la crise sanitaire, la guerre a enclenchées.

La conclusion (non définitive) essaiera de dégager l'argumentation qui pourra justifier l'hypothèse de départ.

*<https://www.contretemps.eu/numero-54-contretemps-paru/>

Modération :

** **11h00- 11h50** : *Juliette MATHIEU*, Co-fondatrice des éditions du Détour, « *Le livre à venir, la nécessaire transition* ».



Le livre est à la mode et les françaises et français ont démontré avec une ardeur nouvelle, dans les deux dernière années, leur attachement à cet objet du « monde d'avant ». Pendant le confinement, toutes et tous ont manifesté avec entrain leur soutien à la librairie indépendante et à la lecture, en y commandant leurs lectures dans des proportions inattendues. Les jeunes ont plébiscité le « pass culture » récemment créé et ont choisi de le dépenser principalement en librairie, où il ont massivement acheté leurs mangas préférés. Enfin, des voix nombreuses s'élèvent pour s'inquiéter du rachat annoncé du groupe Hachette par

Vincent Bolloré, énième épisode d'une concentration des médias dont on ne voit pas la fin.

Malgré ces démonstrations d'amour, d'importantes questions se posent pour le monde du livre, pour lesquelles les réponses restent à inventer.

Il sera question de concentration des médias, de liberté d'expression, de juste rémunération et d'écologie, avec pour enjeu celui de préserver un terreau fertile à la création.

*<https://editionsdudetour.com/>

Modération :

Mercredi 30 Novembre – après-midi (Petit Salon 1^{er} étage Bât. Administration)

*** 14h00-14h50: Marie-Claude BERGOUIGNAN***, professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Bordeaux, militante féministe, « *Trajectoires féministes* »



***Firmin Farges, d'une guerre l'autre : un instituteur républicain**

Modération :

*** 15h00-15h50 : Pierre CRETOIS**, maître de conférences en philosophie à l'université Bordeaux Montaigne, « *Renouer avec la critique de la propriété ?* »



De la critique marxienne de la propriété, fidèles en cela au Manifeste du PC, les luttes ont surtout retenu la mise en cause de la grande propriété, de la propriété capitaliste et des moyens de production avec toutes les inégalités et les dominations qu'elles véhiculent. Mais on peut avoir tendance à tenir éloigné de tout reproche la petite propriété individuelle fruit du labeur. Le partage des richesses signifiant alors non pas remise en cause de la propriété privée, mais meilleur partage de celle-ci. Pourtant, ne pourrait-on pas renouer avec ce qui, dans la critique marxienne, s'attaquait au concept même de propriété (dans les Manuscrits de 1844 en particulier) ?

C'est peut-être la propriété privée que les périodes moderne et contemporaine ont vu naître qui représente un concept intrinsèquement problématique ? Pour faire face aux défis écologiques, à la nécessité du partage de ressources de plus en plus rares et de l'inclusion de l'ensemble des droits et contraintes qui doivent être pris en compte dans l'usage d'un monde plus que jamais commun ne conviendrait-il pas de reprendre, à nouveaux frais, la critique de la propriété privée ?

* *La Part commune : critique de la propriété privée*, Edition Amsterdam, 2020 ; Revue Esprit - *La démocratie des communs*, Juin 2022

Modération :

**** 16h00-16h50 : Maryse MONTANGON, analyste de la santé et de la protection sociale, « Il est urgent de libérer l'Hôpital et la santé de la logique capitaliste ! »**



Depuis les années 80, les réformes successives et récurrentes de l'hôpital public s'inscrivent dans la perspective de son démantèlement afin d'en faire une entreprise comme les autres, dans une logique de marchandisation de toute activité humaine, à l'opposé des valeurs qui fondent le service public. Les gouvernements successifs ont tous appliqués cette même logique comptable d'étranglement financier, de rationnement chronique des dépenses de santé prises en charge par la Sécurité Sociale (près de 12 milliards d'euros d'économies sur les dix dernières années demandés aux hôpitaux publics) avec comme conséquence 100 000 lits hospitaliers fermés en 20 ans avec des milliers d'emplois en moins et un endettement de près de 30 milliards. La sélection n'a pas disparu et le numerus clausus ne fait que changer de nom pour

devenir numerus apertus. Il indique toujours le nombre de places disponibles dans chaque filière, nombre fixé par chaque université en fonction de leurs capacités de formation et des besoins de santé du territoire, sur avis des ARS (agences régionales de santé).

* <https://revue-progressistes.org/2021/02/11/sante-et-technologies-modernes-maryse-montangon/>

Modération :

**** 17h00-17h50 : Alain BIHR*, professeur honoraire de sociologie à l'université de Bourgogne-Franche-Comté. « La « transition écologique », nouvelle frontière du capital ? », (Visioconférence),**



Parmi les différents arguments mobilisés pour démontrer l'impossibilité d'un « capitalisme vert » figure la démonstration, qui peut largement s'appuyer sur Marx, de l'absolue nécessité pour le capital de se reproduire à une échelle sans cesse élargie. Le capital se condamne de la sorte à traiter la nature à la fois comme un réservoir inépuisable de matières premières et de sources d'énergie et comme un dépotoir insondable dans lequel déverser les multiples déchets et rejets du procès social de production dans son ensemble, qui comprend évidemment aussi le procès de

consommation.

Contre ces arguments, il a été avancé, de divers bords, les objections suivantes. D'une part, il est possible de concevoir et de mettre en œuvre des procès de production plus sobres en matières premières tout comme plus efficaces en énergie : la consommation productive de ces dernières dans et par le procès de travail n'est pas nécessairement proportionnelle à la formation de la valeur dans et par le procès de valorisation. D'autre part, dans le cadre de « l'économie circulaire », il est possible de transformer les déchets en de nouvelles ressources, en économisant ainsi autant de ressources naturelles, si bien que la consommation productive de ces dernières n'est pas nécessairement proportionnelle au renouvellement du procès de production. Enfin, il est possible de former de la valeur (donc de la plus-value) à travers des procès de production purement immatériels. Et d'ailleurs, le procès de reproduction du capital a évolué ces dernières décennies vers le développement de pareils procès de production immatériels, notamment à la faveur du développement des services, de la numérisation (développement des NTIC, de « l'économie de la connaissance », etc.) et de l'importance croissante du « capital humain » dans le processus d'innovation.

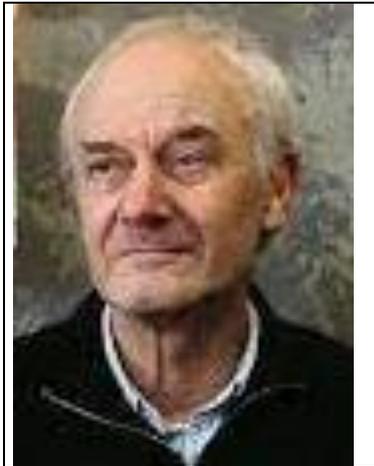
Ma communication se propose d'examiner méthodiquement ces trois objections, tant dans leurs fondements théoriques que dans les développements pratiques auxquels elles se réfèrent.

**Le premier âge du capitalisme (1415-1763)*, éditions Syllepse 2019

Modération :

Jeudi 1er Décembre – Matin (Petit Salon 1^{er} étage Bât. Administration)

**** 9h00- 9h50 :** *Vincent TACONET, Professeur de Lettres Classiques, Bordeaux, rédacteur en chef de la revue « L'Ormée », « Qu'est-ce que vous voulez ? Un communisme créole ? »*



Je tente de développer une réflexion culturelle et communiste en partant de cette réplique en forme de questionnement, qu'on trouve dans une œuvre* de Carlos Fuentes (véritable fresque politique sur la révolution mexicaine) : « Qu'est-ce que vous voulez ? Un communisme créole ? » Le roman, la littérature nourrissent l'imaginaire, comme le réel, mais aussi « prophétisent » grâce à leur liberté de ton, et annoncent la naissance de théories ou d'interrogations destinées à prendre de l'ampleur. Bien évidemment, la notion de brassage, de métissage va à l'encontre de la rigueur d'une théorie marxiste et d'un programme qui ont pour objectif de parvenir à une fin... et « qui veut la fin veut les moyens », avec les catastrophes qu'ils entraînent. Mais dans ce même Mexique a régné sans partage pendant des années le parti dont la dénomination pousse à son comble l'oxymore qui unit le dogmatisme à la transformation, le fameux PRI, Parti révolutionnaire institutionnel. Ce parti a si bien abordé la question de l'Etat... qu'il a laissé sur le bord des « lents chemins qui chantent »... la révolution ! Nous tenterons de voir en quoi un « communisme créole », tenant de la lutte des classes mais « nourri à tous les râteliers » peut fleurir. Espaces-Marx Bordeaux, nourri concrètement depuis près de 25 ans de « fertilisations croisées » semble le lieu propice à ce type de réflexion à la Montaigne, « à sauts et à gambades ». V. Taconet 11/11/2022

* Carlos Fuentes: LA PLUS LIMPE REGION (1964- Gallimard)

Modération :

*** 10h00-10h50 :** *Thierry BRUGVIN**, Psychosociologue de l'Université de Besançon, Laboratoire Logique de l'Agir Besançon et LIPHA Paris Est, « **LA SOBRIETE : L'ETALON D'UNE AUTRE POLITIQUE ECONOMIQUE ? Pour une écologie au service des plus riches ou des plus pauvres ?** » (Visioconférence)



LES SOBRIETES

Il faut distinguer plusieurs formes de sobriété. Il faut différencier la sobriété économique, de la décroissance.

LA CONSOMMATION DES RESSOURCES NON RENOUVELABLES ARRIVENT A SA FIN

L'épuisement futur des métaux et de l'énergie (USC). Le pétrole devrait disparaître, dans environ 30 ans, le gaz, dans 50 ans et le charbon, dans 150 ans. Au plan mondial, l'empreinte carbone par habitant est 2 à 3 fois trop forte pour être soutenable.

LES PLUS RICHES SONT PLUS RESPONSABLES DES EMPREINTES CARBONE ET ECOLOGIQUE

Il y a une corrélation entre le niveau de richesse et le niveau de l'empreinte carbone (en France). Répartition géographique des

émetteurs de CO2 dans le monde.

EFFICIENCE, SOBRIETE OU ENERGIES RENOUVELABLES :

TROIS MOYENS POUR UNE EMPREINTE CARBONE SOUTENABLE

Le scénario de l'association Négawatt porte sur trois axes pour diminuer l'empreinte carbone. La proportion des énergies renouvelables s'avère encore limitée et le restera sans doute. Il y a bien une hiérarchie dans les solutions spécifiques, mais la solution globale consiste principalement dans la diminution de la consommation globale. Le développement de la sobriété énergétique peut s'opérer par des taxes, des subventions ou des quotas.

QUELLE RELATION ENTRE LA SOBRIÉTÉ ET L'ÉCOLOGIE POPULAIRE ?

La satisfaction des besoins psychologiques essentiels est une des conditions du bien vivre. La sobriété heureuse, suppose donc la satisfaction de ses besoins physiques, matériels et psychologiques. La sobriété et la simplicité volontaire contre la simplicité subie. Les cultures populaires s'enracinent dans des pratiques concrètes. La sobriété n'est pas la misère. Le « bien vivre », la sobriété heureuse, comme projet de vie et culture. La sobriété : une révolution culturelle.

* *La relocalisation solidaire - Ecologique, économique et démocratique*, Dacres éditions, 2022
« Être humain en système capitaliste ? L'impact psychosociologique du néolibéralisme » (Ed. Yves Michel, sept 2015), « Le pouvoir illégal des élites » (Max Milo) en 2014,
Modération :

* **11h00-11h50** : **Florian GULLI***, Professeur Agrégé de Philosophie à Besançon,
« Comment penser les luttes antiracistes ? », (Visioconférence)



Depuis 15 ans, quantité de nouveaux concepts sont apparus pour penser le racisme et le combattre (blanchité, privilège blanc, racisme systémique, intersectionnalité, etc.). Ils sont devenus le nouveau langage d'une partie des jeunes militants avides de lutter contre les injustices de notre société. Si l'on partage évidemment les finalités de leur combat, on peut interroger néanmoins la pertinence de leur concept et de leur stratégie.

* *Défense de l'universel, L'antiracisme trahi*, aux éditions PUF, 2022 ; *Découvrir Gramsci, Marx, Engels* aux éditions sociales 2020 ; *Introduction à la pensée de Lénine*, Aden éditions 2018;

Modération :

Jeudi 1er Décembre – Après-midi (Petit Salon 1^{er} étage Bât. Administration)

* **14h00-14h50**: **Bernard COUTURIER**, Politiste, Docteur en Sciences de l'Éducation,
« Approche marxiste du fascisme : Le Néofascisme aujourd'hui béquille du Capital ! »



Régimes illibéraux, d'extrême-droite, populistes, les qualifications se multiplient pour désigner un certain nombre d'organisations et de régimes politiques, existants ou potentiels.

La qualification de « fasciste » est peu en usage pour situer ces organisations ou régimes, sinon par l'euphémisation en « post » ou « néo » fasciste. L'exposé tentera une approche marxiste des éléments constitutifs du fascisme en tant que projet et pratiques politiques aujourd'hui à l'œuvre.

Modération :

**** 15h00-15h50 : Jean-Marie HARRIBEY, économiste, « Réhabiliter le travail »**



On le disait depuis de nombreuses années, le capitalisme met à mal la condition au travail et simultanément met à bas les équilibres naturels, à cause d'une fuite en avant sans fin dans l'accumulation. Qui, parmi les penseurs se réclamant de l'émancipation humaine, ne reconnaît pas aujourd'hui que la question sociale et la question écologique sont inextricablement liées ? Il faut dire, sans provocation aucune, que la crise du capitalisme nous a bien aidés à cette prise de conscience. Un coronavirus nous fait « découvrir » qu'il existe des travaux essentiels, mais qui sont les plus dévalorisés ! Que nos systèmes de santé et d'éducation se dégradent depuis des décennies en proportion de la souffrance

au travail des soignants ou des éducateurs ! Que le tissu social se délite à mesure que les contrats précaires et ubérisés prolifèrent. Que le télétravail et l'intelligence artificielle risquent de ne pas arranger les choses !

Réhabiliter le travail et lui donner du sens est à la fois l'objectif du moment et le moyen de concilier le social et l'écologie. C'est un programme de recherche théorique, un plan stratégique et une bataille culturelle au sein d'une gauche qui ne comprend pas toujours que sous le travail, il y a valeur et valeurs, face à une droite qui tente de récupérer le travail pour en camoufler la dégradation, ou le maintenir de force à l'ouvrage jusqu'à 65 ans, 67, 70...

* *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Dunod, 2021

Modération :

*** 16h00-16h50 : Ivan LAVALLEE, Scientifique; « Cyber-révolution et révolution sociale »**



Ce qui fonde le capitalisme c'est la systématisation de l'exploitation des travailleurs, le rapport social « prolétaire », c'est-à-dire celles où ceux qui produisent la valeur, ne possèdent pas, en tant que classe, les moyens de production. Cette systématisation et rationalisation a été rendue possible et nécessaire par l'apparition du convertisseur d'énergie, à vapeur d'abord, puis à huile lourde et à électricité, qui a provoqué un bouleversement des forces productives et un système technique portant la grande industrie et la production de masse, fondant ainsi le mode de production capitaliste. Si,

comme l'écrit Marx, ce qui distingue une société d'une autre c'est la façon dont les marchandises y sont produites et échangées alors force est de constater que les expériences de partis communistes au pouvoir au XXe siècle se sont faites sur les bases des Forces productives et du système technique du capitalisme.

Un nouvel horizon possible se dessine pour l'humanité, horizon suggéré par Aristote en son temps « Si les navettes tissaient d'elles-mêmes et les plectres jouaient seuls de la cithare, lors les ingénieurs n'auraient pas besoin d'ouvriers ni les maîtres d'esclaves » La rupture épistémologique qui s'est produite au XXe siècle avec la Machine de Turing Universelle et la Cybernétique de N. Wiener a permis l'avènement d'une nouvelle force productive et un nouveau système technique qui porte les prémices d'un nouveau mode de production et d'échanges dont l'exploitation humaine serait exclue car non nécessaire à la production.

Le communisme se situe dans la dialectique « lorsque les usines tourneront toutes seules et le travail sera devenu le premier besoin social de l'homme » Ce que j'ai appelé la Cyber révolution

**Cyber-révolution et révolution sociale Ivan Lavallée, Le temps des cerises, 2022*

Modération :

**** 17h00-17h50 : Jean BRICMONT, Physicien et essayiste, professeur émérite de physique théorique à l'université catholique de Louvain, « La gauche et la guerre », (Visioconférence),**



Je partirai du constat que, alors que des gouvernements représentant plus de 80% de la population mondiale refusent d'appliquer les sanctions américaines contre la Russie, je ne vois aucun mouvement de gauche en Europe exiger fermement la levée de ces sanctions, malgré le fait qu'elles affectent peu l'économie russe et détruisent les économies européennes. Au contraire, s'opposer à ces sanctions passe souvent pour être « pro-Poutine » et donc « d'extrême droite ». Pour comprendre cela, il faut remonter à la quasi absence d'opposition à la guerre du Kosovo, à l'absence totale d'opposition à la guerre en Afghanistan, en Libye et en Syrie, et aux racines idéologiques de ces absences, liées à l'interprétation de la fin de la guerre froide.

Modération :

Vendredi 2 Décembre- Matin (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

* **9h00- 9h50** : *Michel CABANNES, économiste, « Face à la crise écologique : adaptation ou sortie du capitalisme ? »*



La crise écologique constitue un nouveau défi pour le capitalisme. Elle soulève les questions de sa compatibilité avec les limites écologiques, du rôle de la logique de la rentabilité dans la dégradation de l'écosystème et du devenir de la dynamique du système économique. La crise écologique offre aussi des opportunités pour une relance par une adaptation du capitalisme, une transition écologique axée sur la « croissance verte », appuyée sur la « finance verte » et les « technologies vertes ». Mais cette option, actuellement la plus probable, n'apporte qu'une réponse

très partielle au défi écologique. Une voie alternative viserait la préservation prioritaire de notre habitat en choisissant une sortie de la domination du capitalisme. Une gestion démocratique et sociale dans une planification écologique au service de besoins redéfinis supposerait notamment un soutien politique fort et une coopération internationale.

Modération :

** **10h00-10h50** : *Francis DUPUY, Anthropologue, Université de Toulouse, « Sortir de... l'esclavage »*



Si par-delà la gamme des définitions possibles, par-delà les subtilités sémantiques et les querelles intellectuelles, on peut s'accorder, *a minima*, à reconnaître le capitalisme comme un vaste système organisé, prenant pour base l'économie des biens et des personnes pour embrasser de manière globale les individus et les collectifs dans un entrelacs de domination et d'exploitation, alors toute réflexion sur un système

présentant des caractéristiques comparables doit pouvoir éclairer sur la manière d'en sortir.

C'est à partir du *sortir* que nous raisonnerons ici, appliqué en l'occurrence à l'esclavage, autre dispositif tentaculaire de domination, d'oppression et d'exploitation s'il en fut – la forme extrême de la déshumanisation. Capitalisme et esclavage ont historiquement partie liée, bien qu'une différence essentielle les distingue : là où le premier n'aliène que le travail, le second aliène d'abord le travailleur.

Le commun dénominateur des formes de domination est, d'évidence, le rapport de pouvoir. Or tout pouvoir renvoie à une question corollaire : l'obéissance. Aucun pouvoir n'est en mesure de résister à ceux qui décident, résolument, de s'y soustraire.

C'est exactement ce qu'il en fut de l'esclavage partout où il s'installa, partout où il sévit, partout où il transforma des humains tout à la fois en outils et en marchandises. La sortie déterminée de l'esclavage *par les acteurs eux-mêmes* (et non par l'effet des abolitions successives) est un phénomène quelque peu gommé par l'historiographie classique. Il porte un nom : le *marronnage*. C'est de ce phénomène qu'il sera question ici, en focalisant principalement sur la région des Guyanes, où l'esclavage fut impitoyable à partir du XVII^e siècle et le marronnage fort actif dès le début de cette même période.

Modération :

**** 11h00-11h50 :** Sébastien LABORDE, *Enseignant, Elu, Militant politique*, « *Le monde de demain, quoi qu'il arrive, nous appartient. Mais que sera-t-il ?* »



Alors que les crises se succèdent, le système capitaliste montre son incapacité à répondre aux défis qui se posent à l'ensemble de l'humanité. Face à cela, alors que les logiques libérales, capitalistes, nationalistes et autoritaires s'avèrent incapables de surmonter ses crises et de les dépasser, il s'agit donc d'inventer le monde de demain, et de répondre à la crise de civilisation que nous connaissons par l'invention d'une autre civilisation débarrassée des dominations, et qui porte en elle le partage des richesses, des savoirs et des pouvoirs. Mais il ne suffit pas d'énoncer un tel projet, il s'agit aussi d'ouvrir le chemin menant à une société

de partage, d'émancipation de chacune et de chacun, et de préservation de la nature et de l'Humanité. Le communisme, parce qu'il est à la fois un objectif de civilisation post-capitaliste et le chemin pour y parvenir, fait de ruptures et de transformations successives est aujourd'hui d'une actualité brûlante. Quels mouvements de la société, quelle unité du salariat bâtir pour abolir l'exploitation capitaliste et dans un même mouvement abolir toutes les dominations, sexistes, racistes ? Quelle stratégie politique pour engager ce chemin dans les conditions et en relevant les défis de notre temps. C'est un des enjeux du congrès du PCF en avril prochain.

Modération :

Vendredi 2 Décembre- Après-midi (Salle des Actes 1^{er} étage Bât. Administration)

**** 14h00-14h50:** Jean SEVE, *Professeur Agrégé d'Histoire*, « *Un communisme en mouvement. Une subsomption formelle du capitalisme en cours* »,



A partir d'un texte en cours de rédaction, et donc de façon encore très partielle, est ici posée la spectaculaire crise des rapports capitalistes, ce que l'on a appelé « l'exploitation de l'homme par l'homme » (et de son double, l'exploitation par l'homme de la nature, plus accessible et bien mieux conscientisée), qui rejaillit, par exemple, dans ce qu'on appelle, par une douce euphémisation, la « crise de la valeur travail ». Jamais, probablement, n'avait été aussi visible la crise de « l'emploi », c'est-à-dire de la soumission du travailleur salarié à son employeur. En ce sens, au-delà de la crise actuelle prise dans sa dimension conjoncturelle (crise des politiques libérales et réformistes), au-delà même de la crise

structurelle, systémique du capitalisme mondialisé, transparait la crise au fond des sociétés de classes. C'est ce qui définit les « nécessités » du moment.

Mais le plus étonnant est que trop peu encore ne voient l'émergence de rapports pré-communistes, objectivation d'une subsomption formelle du capitalisme contemporain.

Comment se manifestent ces rapports, sur quels exemples concrets peut-on s'appuyer et que nous disent-ils sur la révolution en cours ?

Modération :

**** 15h00-15h50 : Roland GORI***, *Psychanalyste, Professeur honoraire de Psychopathologie clinique à l'Université d'Aix-Marseille, « Nos nouvelles servitudes, comment s'en émanciper ? » (Visioconférence),*



Dans nos sociétés de contrôle, l'information est le moyen privilégié de surveiller, de normaliser et de donner des ordres. Les informations, molécules de la vie sociale, deviennent les sujets de l'existence, les véritables cibles des pouvoirs politiques et économiques. Avec le langage numérique, les subjectivités se trouvent enserrées dans un filet de normes de plus en plus denses et contraignantes. Les idéologies scientifiques viennent souvent légitimer ce « naturalisme économique » transformant le citoyen en sujet neuro-économique et son éducation en fuselage

de ses compétences en vue des compétitions à venir.

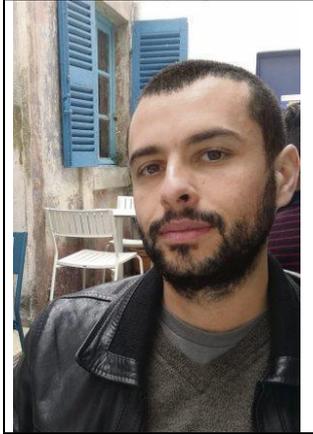
Les fabriques de servitude mettent en esclavage les individus et les populations au nom de l'efficacité technique, de l'illusion d'un bonheur procuré par les algorithmes et la mondialisation marchande. Pour en sortir, il nous faut modifier nos habitus et nos habitudes, restaurer la force révolutionnaire du langage et de la métaphore, rétablir le pouvoir des fictions. Les ordres existants ont toujours haï les utopies, la puissance de leur imagination et de leurs expériences de pensée. L'utopie ne se réduit pas à un genre littéraire, à une rêverie politique d'un futur improbable, elle constitue une position éthique et politique, un style, un foyer de liberté.

Dans l'histoire des esclavages et des luttes sociales, les « marronnages », par la danse, le chant, le récit et le conte, ont été des voies d'émancipation. Résister aux fabriques de nos servitudes par l'utopie est une nouvelle manière d'agir et de penser l'infini, le complexe, l'instable, le multiple, le divers que le vivant exige. Il y a urgence à détourner l'utile pour en faire du Beau, emmêler le vivant au Vrai et faire chuter sa majuscule pour que nos vies ne soient pas minuscules.

**La fabrique de nos servitudes, 2022, Editions Les liens qui libèrent.*

Modération :

**** 16h00-16h50 : Dominique PINSOLLE***, *Historien, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux Montaigne, « Sortir du capitalisme médiatique : pistes historiques »*



La liberté de la presse a ceci de commun avec la République qu'elle est aujourd'hui défendue même par les forces politiques qui ont le plus férocement ferrailé contre elle dans un passé pas si lointain. Les avocats de la critique de la presse, eux, sont beaucoup moins nombreux. Passe encore de flétrir l'autoritarisme d'un magnat tout-puissant. Mais au-delà ? Suggérer qu'il n'y aura pas de liberté de la presse tant que les médias sont accaparés par une minorité fortunée suscitera des regards suspicieux : complotisme ?...

À l'heure des amalgames faciles, rappeler que la lutte pour la liberté de la presse a aussi remis en cause, parfois avec fracas, le pouvoir de ses propriétaires, n'est pas inutile. Car à trop attribuer

aux seuls libéraux les acquis de ce combat, on en oublierait presque que ce dernier avait aussi partie liée avec la lutte des classes.

Contre la « presse bourgeoise » possédée par ceux qui cherchent à s'enrichir encore davantage, des intellectuels, des journalistes, des hommes politiques, des syndicalistes et une infinité de militants anonymes ont écrit, débattu, fait grève, imaginé des manières plus démocratiques de produire de l'information.

La concentration actuelle des grands médias entre les mains d'une poignée de grandes fortunes suffit à évaluer les limites de leurs mobilisations. Mais ces dernières n'en ont pas moins marqué l'histoire de la presse, en menant sur le terrain économique un combat loin d'être terminé.

***À bas la presse bourgeoise ! Deux siècles de critique anticapitaliste des médias. De 1836 à nos jours. Dominique Pinsolle, Editions Agone, 4 Novembre 2022.**

Modération :

**** 17h00-17h50 : Fabien TARRIT, Maître de conférences HDR en économie, Université de Reims Champagne-Ardenne, « G.A. Cohen : Sauver l'égalité. »,**



Cette contribution est consacrée à l'annonce d'un ouvrage à paraître en 2023 aux éditions Michalon (collection Le Bien commun), co-écrit par Fabien Tarrit et Pierre-Étienne Vandamme et intitulé G.A. Cohen. Sauver l'égalité. Gerald Allan Cohen (1941-2009) fut certainement l'une des figures les plus marquantes de sa génération dans le domaine de la philosophie politique de langue anglaise. Son œuvre s'inscrit dans un projet d'émancipation. Formé à la philosophie analytique, il a toujours cultivé le goût de la rigueur, de la clarté et de la précision dans le raisonnement, cherchant à prendre le plus au sérieux possible toutes les objections adverses. Il offre un parcours intellectuel

singulier, car profondément inscrit dans son temps. Issu d'un milieu marxiste, il s'est d'abord emparé de cet héritage pour défendre le matérialisme historique, avant de réviser ses positions et d'évoluer vers une philosophie politique plus explicitement normative, profondément égalitariste. C'est ainsi en dialoguant avec les courants de pensée les plus exigeants, les plus fertiles et les plus influents – en particulier le marxisme, le libertarisme et l'égalitarisme libéral – qu'il a construit sa trajectoire au service de l'émancipation pour développer une conception de la justice sociale très singulière. L'objectif de l'ouvrage est de présenter de la manière la plus accessible possible les aspects centraux de l'œuvre de G. A. Cohen, en les

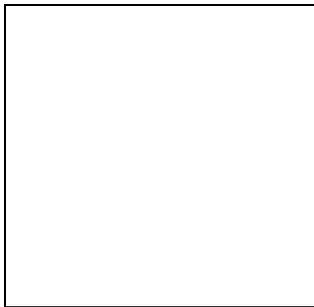
restituant dans l'itinéraire intellectuel de l'auteur et en les comparant avec les positions de ses principaux interlocuteurs philosophiques.

* **G.A. Cohen. Sauver l'égalité.** A paraître en 2023 aux éditions Michalon (collection Le Bien commun), co-écrit par Fabien Tarrit et Pierre-Étienne Vandamme

Modération :

Samedi 3 décembre – Matin (Amphi FABRE Place de la Victoire à Bordeaux)

**** 9h00- 9h50 :** *Alexandre BOISSEIRES, Militant Réseau Salarial, « La militance offensive et les mouvements concrets vers la généralisation du communisme », (Visioconférence),*



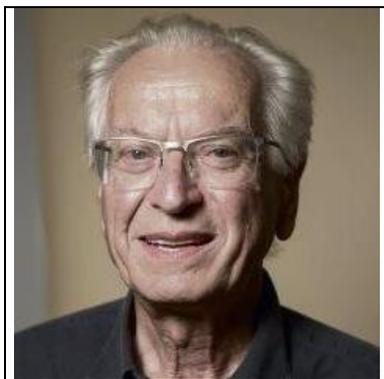
Mon expérience en tant que militant à l'association Réseau Salarial m'a permis de cerner ce qu'était une révolution, sa nature et les actes concrets qui permettent sa progression. Durant ces quelques années à échanger avec divers aspirants militants en mal de "clés", souhaitant d'urgence améliorer leur quotidien et celui de leur entourage, j'ai pu largement constater un sentiment d'impuissance et d'incompréhension. En effet la lutte des classes lorsqu'elle est matérialisée dans les manifestations, les grèves et autres insurrections, est globalement pensée comme la seule alternative et

surtout analysée sous le prisme de l'idéologie capitaliste.

Pour dépasser la fatale croyance que "rien ne bouge", "qu'ils ne veulent rien entendre et ne lâchent rien !", il s'agit de bien décoder, d'une part, les conquêtes déjà présentes dans nos sociétés, et d'autre part, les énergies en mouvement vers le communisme.

Modération :

**** 10h00-10h50 :** *Bernard FRIOT*, Sociologue et économiste, professeur émérite à l'université Paris-Nanterre, « L'urgence de sortir d'une culture du communisme pour demain »,*



Avec comme points abordés :

- la culture du communisme pour demain, cœur de "l'anticapitalisme",
- la nocivité de l'obstination à ne pas voir le déjà-là communiste (trois exemples de propositions aveugles sur le déjà là communiste : le "pôle public de crédit", la pension à "75% du net des 10 meilleures années" (y compris pour les fonctionnaires qui le choisiraient), la proposition de "droit au contrat de travail ou de formation"),
- la conquête de la souveraineté sur le travail productif dans sa dimension concrète, voie de la poursuite du déjà là

communiste.

(*) *En travail conversations sur le communisme de [Bernard Friot](#), [Frédéric Lordon](#) chez [La Dispute](#)*

(*) *Retraites : généraliser le droit au salaire de Bernard Friot, Nicolas Castel, Les cahiers du salariat, Juin 2022.*

Modération :

**** 11h00-11h50 : Ollivier JOULIN, Magistrat, « Pour la Justice, comment sortir du capitalisme ? »**



En tant que service public, (comme les autres services publics) l'institution judiciaire voit ses moyens limités, au point qu'une protestation sans précédent s'est faite sur ce manque de moyens.

Comme le notait Marx « L'intérêt privé est suffisamment rusé pour [...] limiter et réglementer lui-même l'action de l'État jusqu'à sa forme la plus limitée et la plus

mesquine » « l'intérêt privé abaisse l'État au niveau des moyens de l'intérêt privé »

L'institution se voit aussi contestée dans son action contre la corruption : mise en œuvre de poursuites disciplinaires contre les magistrats du parquet national financier, mais aussi diminution notable des moyens donnés pour lutter contre la corruption.

La République de l'entre-soi, de la connivence, « croisements d'intérêts entre le privé et le public créent, dans la pénombre, des entrelacs d'intérêts personnels qui font de l'intérêt général un perdant. »... Avec un ministre de la justice mis en cause pour conflits d'intérêts...

La justice reste-t-elle un appareil d'oppression, surtout des plus pauvres, des étrangers, qui s'appuie sur la règle du précédent (pays anglo-saxons) ou sur le conservatisme le plus strict, qui pénalise les mouvements sociaux et se voit imposer des barèmes pour limiter l'indemnisation des salariés, dans le cadre d'un droit « libéral », du laisser-faire et laisser aller pour le capital et d'un droit « sécuritaire » pour les pauvres ?

Modération :

Samedi 3 décembre – Après-midi (Amphi FABRE Place de la Victoire à Bordeaux)

*** 14h00-14h50 : Yvon QUINIOU, Philosophe, « Communisme morale et émancipation des individus », (Visioconférence)**



Le projet communiste ne se fonde pas seulement sur une analyse scientifique et matérialiste du capitalisme. Il procède aussi à la critique de ses méfaits humains, ce qui engage des valeurs morales, même si Marx l'a parfois dénié (pas Engels). Cela entraîne du coup une ambition d'émancipation des individus, visant à épanouir leurs plus belles potentialités de vie.

**La possibilité du communisme, 2022, L'Harmattan*

Modération :

**** 15h00-15h50 : Olivier LE COUR GRANDMAISON***, Politologue, « *Les luttes contre les racismes, les discriminations systémiques et le racisme d'Etat.* »



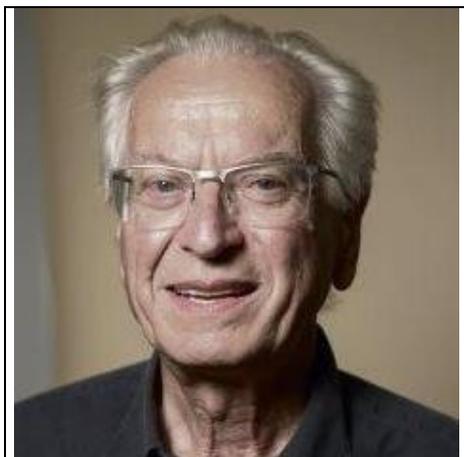
“Eu égard à l’involution de la situation politique française, caractérisée par la banalisation toujours plus importante des thèses défendues par les extrêmes-droites – “Grand remplacement”, xénophobie et islamophobie devenues politiques publiques –, la lutte contre tous les racismes devrait être au plus haut de l’agenda politique des gauches politiques, syndicales et associatives. Pour se faire, encore faut-il identifier les différents racismes aujourd’hui à l’oeuvre et leurs conséquences pour les personnes visées et pour les droits et libertés fondamentaux désormais attaqués de façon très inquiétante. La présente intervention se propose, grâce

quelques exemples importants, de brosser le tableau de cette situation sans précédent récent et de suggérer quelques réponses.”

**Racismes de France, Edition La découverte, 2020*

Modération :

**** 16h00-17h50 : Conférence-Débat avec Bernard FRIOT**, en partenariat avec le réseau salarial, l’UPB, Espaces Marx, Attac33, l’UD-CGT33... : « *Mettre la production sur ses pieds, continuer à passer du travail capitaliste au travail communiste* »



La folle production de valeur pour la valeur qui caractérise le travail capitaliste opère une inversion qui invisibilise les travailleurs tout en les séparant, pour le pire écologique et anthropologique, des fins et des moyens de leur travail. L’inversion capitaliste pose comme préalable à la production la nécessité d’une « avance en capital » (création monétaire, prêt, achat d’actions). Cette avance en capital finance un « investissement » qui rend possible une production. Sa validation sur un « marché » va permettre de rembourser l’avance en capital et, *in fine*, de payer les travailleurs. Les trois acteurs capitalistes (prêteurs, investisseurs et opérateurs de marchés) ont le monopole

de la production tandis que les travailleurs sont un coût. Or les travailleurs ont déjà apporté la preuve de la fécondité d’une production mise sur ses pieds, sans prêteurs, sans investisseurs et sans opérateurs de marché. Une production dont le seul préalable est l’avance en salaires. On le montrera à propos de la mise en sécurité sociale de la production de soins dans les années 1960. Et on montrera comment cette production communiste des soins peut être généralisée par une mise en sécurité sociale de toutes les productions fondée sur la seule avance nécessaire, celle du salaire comme droit politique au cœur d’un travail communiste.

Modération :

Intervenants :

*** 18h00 : Clôture des travaux**